

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE À L'ENCONTRE
DE LA SOCIÉTÉ LA RÉTROSPECTIVE POUR L'INSTALLATION
QU'ELLE EXPLOITE À FONTENAY-SUR-LOING**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 1989 autorisant Monsieur GUIDOUX à exploiter une installation de récupération de carcasses de véhicules hors d'usage à Fontenay-sur-Loing, lieu-dit « Les Stations », Route Nationale 7 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2014 mettant à jour la situation administrative de la Société LA RETROSPECTIVE et délivrant l'agrément pour l'exploitation d'un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2020 réglementant l'activité de centre de dépollution et de démontage de véhicule hors d'usage exercée par la société LA RETROSPECTIVE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le récépissé de déclaration de cession délivré le 14 février 2014 à la société LA RETROSPECTIVE (nom commercial CACH AUTO) pour la reprise des installations précédemment exploitées par la société CACH AUTO sur la commune de Fontenay-sur-Loing, lieu-dit « les Stations », Route Nationale 7 ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 31 janvier 2020 déposé par Monsieur Ruddy BELIA, actuel exploitant de l'établissement LA RETROSPECTIVE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 21 mai 2024, transmis à l'exploitant par courrier du 9 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 24 septembre 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations

Vu les observations formulées par la société LA RETROSPECTIVE par courriels du 17 décembre 2024, 20 décembre 2024, 17 janvier 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 21 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'installation ne dispose pas d'appareils incendie implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;
- L'exploitant ne justifie pas de la présence d'une vanne d'isolement sur son site afin d'éviter toute pollution de l'environnement en cas de sinistre ;
- L'exploitant ne justifie pas du volume utile et de l'intégrité du bassin de rétention du fait de la présence d'eau et d'une importante végétation dans ce bassin ;
- L'exploitant ne justifie pas de l'imperméabilité des sols dans les zones où sont stockées les véhicules en attente de dépollution du fait de la présence de lézardes et de détériorations ;
- L'exploitant ne respecte pas les conditions de stockage et les quantités maximales de déchets présents sur le site ;
- Le bassin de rétention en exploitation n'est pas conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance du 31 janvier 2020.

Considérant que les installations et équipements concernées par les écarts précités présentent des risques d'incendie, de pollutions des sols, de pollutions des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que la société LA RETROSPECTIVE ne justifie pas de la maîtrise des risques de ses installations et de la maîtrise de leurs conséquences sur les intérêts protégés visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions du code de l'environnement, des arrêtés ministériels du 2 mai 2012 et du 26 novembre 2012 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2020 susvisés ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LA RETROSPECTIVE de respecter les prescriptions et dispositions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

Article 1 : La société LA RETROSPECTIVE, dont le siège social est situé au lieu-dit les Stations, Route Nationale 7, à Fontenay-sur-Loing, pour l'installation qu'elle exploite à la même adresse est mise en demeure :

1) **Sous 1 mois**, à notification du présent arrêté :

- a) de justifier de la présence d'une vanne d'isolement sur son site afin d'éviter toute pollution de l'environnement en cas de sinistre ; conformément aux articles 25.V et 26 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

- b) de justifier du volume utile et de l'intégrité du bassin de rétention du fait de la présence d'eau et d'une importante végétation dans ce bassin ; conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

2) **Sous 2 mois**, à notification du présent arrêté :

- a) de justifier de l'imperméabilité des sols dans les zones où sont stockées les véhicules en attente de dépollution, conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;
- b) de respecter les conditions de stockage et les quantités maximales de déchets présents sur le site, conformément à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2020 susvisé ;

3) **Sous 3 mois**, à notification du présent arrêté, de disposer de prises d'eau incendie implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'une prise d'eau permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre leur utilisation par le service d'incendie et de secours, conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

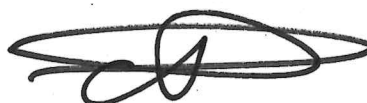
Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE – 4 JAN, 2025

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

2505. MAL P